Interview de délégués du livre au 40e congrès de la CGT, page 6

Mercredi 6 décembre 1978 – No 987

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La jeunesse sacrifiée

UNE semaine sur l'immigration, une campagne sur la revalorisation du travail manuel, une année de la femme, maintenant c'est la nouvelle campagne démagogique du gouvernement : c'est la semaine de la jeunesse. Beaucoup de publicité entoure cette fameuse semaine, cependant, elle ne convaincra personne du souci du gouvernement pour la jeunesse de notre pays.

Qui jette, juste après l'école des milliers et des milliers de jeunes au chômage ? Qui fait travailler dès l'âge de 14 ans, des centaines et des centaines d'apprentis ? Par la faute de qui, les jeunes sont voués à passer de boulot intérimaire en boulot intérimaire ? Qui est responsable de la quasi sous-qualification des jeunes ? Qui contraint les jeunes filles à s'engager dans des professions déjà surpeuplées ?

... Si ce n'est la bourgeoisie et son fidèle reflet, le gouvernement.

Alors, on ne s'attendrira pas sur les larmes de crocodile versées durant cette semaine par le gouvernement sur les jeunes.

Pollution, artisanat, retour à la campagne, drogue et pop music, tel est le carcan dans lequel la bourgeoisie veut emprisonner la jeunesse, telle est sa manière à elle de la marginaliser face à l'opinion publique. L'intérêt des jeunes sur ces problèmes n'est pas mineur. Il résulte d'une authentique préoccupation que la bourgeoisie s'empresse d'utiliser et récupérer. Comment s'y prend-t-elle, là est le fond du problème. Exploiter au maximum cette main d'œuvre inépuisable qu'est la jeunesse et la canaliser dans des problèmes insolubles s'ils sont détachés du contexte général de la société capitaliste sur lesquels la bourgeoisie a la haute main, voici la tactique de la bourgeoisie.

Mais si les jeunes constituent une main d'œuvre inépuisable, ils sont aussi et surtout la force montante et grondante de la révolte, ils sont l'avenir de la lutte de classe : la bourgeoisie qui veut la dominer pourrait bientôt s'en rendre compte !

Nathalie VILLOTIERS.

A l'heure de l'E.C.U.

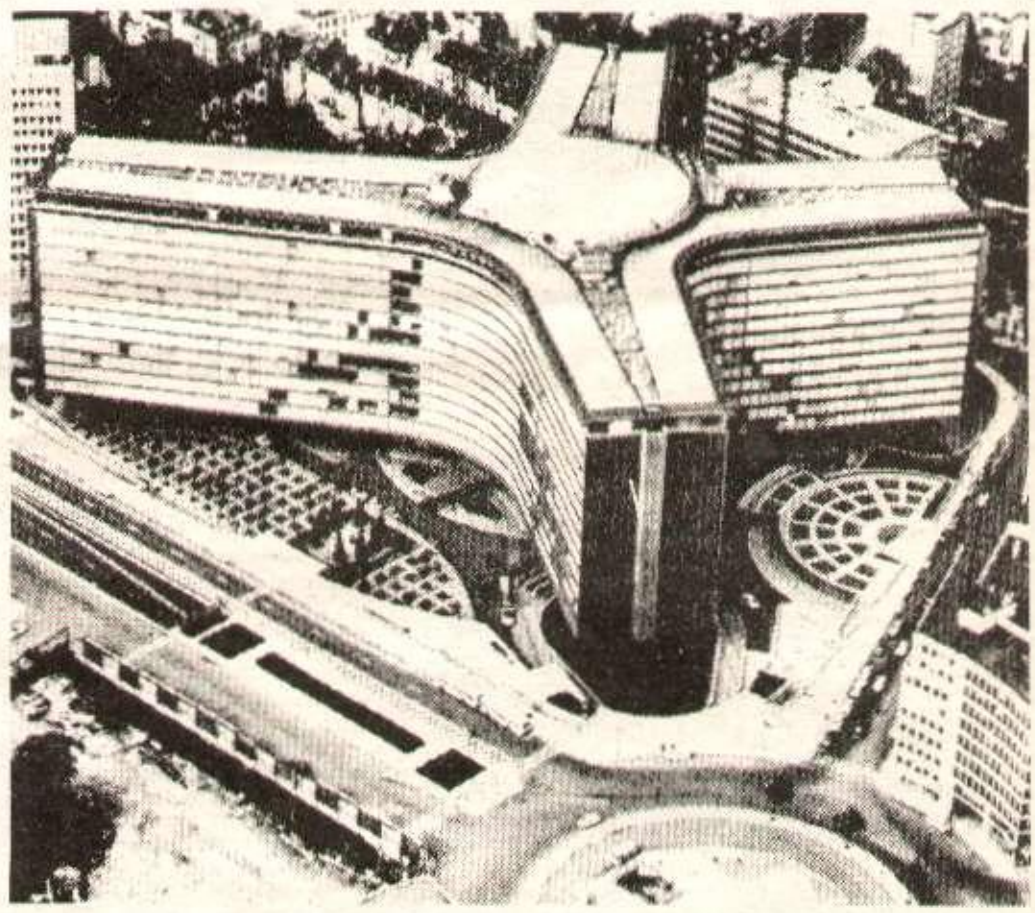
A Bruxelles, les derniers obstacles franchis, la monnaie européenne deviendra réalité, une pierre de plus et de taille dans la construction européenne :

• Un pas de plus face aux pressions économiques des USA contre la domination du dollar

• Un pas de plus face aux pressions de tous ordres des superpuissances URSS et USA

(Voir page 3)

Dossier page 8



Bruxelles. L'immeuble de la Communauté économique européenne

Visite d'une délégation chinoise d'amitié avec la France

Nombreuses personnalités à la réception organisée par les AFC

LUNDI soir, plusieurs centaines de personnes participaient à la soirée organisée par l'Association des Amitiés franco-chinoises à l'occasion de l'arrivée en France d'une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger.

L'événement est important à plus d'un titre : d'une part, c'est la première fois qu'à l'invitation des AAFC, une délégation chinoise de si haut niveau séjourne en France, d'autre part, la soirée de lundi marquera, à coup sûr, un pas dans l'audience dont bénéficient les AAFC.

En effet, des personnalités de tous bords, de tous les milieux étaient présentes ou représentées. Pour les milieux artistiques ou journalistiques, on peut citer les cinéastes Joris Ivens et Marceline Loridan, le journaliste et écrivain Alain Bouc, le représentant de TF1, monsieur Villeneuve, le cinéaste Roger Pic, un représentant de l'exposition des peintres français qui est allé en Chine cette année, une délégation de scientifiques, le directeur de publication des Cahiers de la Chine nouvelle, Jean Martin, etc. Pour les milieux politiques ou syndicaux, citons la présence de plusieurs députés, membres du groupe parlementaire d'Amitié France-Chine, et bien d'autres personnalités. Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, membre du Comité d'honneur des AAFC, était également présent.

Il faut signaler aussi la présence de monsieur Jean Dresch, le premier président de l'Association, à sa création en 1953.

La délégation chinoise, composée de sept membres est dirigée par monsieur Chou Tou-nan, vice-président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger et membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise. Elle participera à des activités officielles comme une visite au Sénat, à l'Assemblée nationale, à l'Hôtel-de-Ville de Paris et à des activités plus « touristiques » comme la visite du Louvre, de Versailles. La délégation se rendra aussi en province. A Marseille, elle rencontrera le maire, Monsieur Defferre, elle visitera une crèche à Vitrolles, le complexe de Fos-sur-Mer. A Bordeaux, un petit tour dans le vignoble renommés du Médoc sera organisé.

En Bretagne, des rencontres auront lieu avec des familles de paysans. Bref, un programme très varié, incluant plusieurs contacts avec le peuple français.

Un magasin à Léningrad. L'anarchie de la distribution fait que les Soviétiques ont beaucoup de mal à trouver les produits qui leur sont nécessaires

Difficultés économiques en URSS

A L'OCCASION de la session du comité central du PCUS qui s'est tenue lundi 27/11, à Moscou, des transformations dans la direction du Parti ont été décidées. Elles se concrétisent par l'arrivée dans les hautes sphères de gens connus comme étant très proches de Brejnev.

Une part importante de la session a été consacrée aux problèmes économiques avec, en particulier, une intervention alarmante de Brejnev. En effet, les choses vont plutôt mal en URSS et le terme de crise semble s'approprier à la situation économique présente.

Les objectifs fixés par le plan quinquennal n'ont pas été atteints et, dans tous les domaines, on assiste à une sévère régression, surtout si l'on compare avec la situation des années 50.

Chute de la croissance

Les années 1977 et 1978 en URSS ont connu les résultats les plus bas de l'après-guerre. Alors que, dans les années 50, la croissance industrielle atteignait 15 %, cette année, elle n'a été que de 5,7 %. En 1976, la chute était apparue brutalement. La direction du PCUS avait alors décidé de miser sur un accroissement de la productivité pour tenter de redresser la situation. Or, cette année, le taux de croissance de la productivité n'a même pas atteint le minimum fixé par le plan (4,1 % au lieu de 4,8 %). Signalons que dans les années 50, il oscillait entre 8 et 9 %.

Aux problèmes de l'industrie se joignent ceux de l'agriculture et ils ne sont pas des moindres. Si les récoltes ont été très fructueuses cette année, en comparaison des années précédentes où les résultats avaient été catastrophiques, la faible productivité et l'incroyable taux de perte sont des problèmes qui se posent toujours de manière cruciale.

Tout cela se répercute au niveau du revenu national qui a augmenté moins vite que le plan ne l'avait prévu : 3,5 % au lieu de 4,1 %. Ce résultat, le plus mauvais depuis 1963, contraste avec le taux des années 50 qui avoisinait les 12 % et même plus.

Pourtant, l'URSS possède des ressources humaines et naturelles considérables : premier producteur mondial de charbon, de fer, de pétrole, de plomb, de potasse, 2e producteur mondial d'or, de gaz naturel, de cuivre, de phosphate, de lignite, de zinc, de diamant, et de nickel.

Comment se peut-il qu'un pays qui possède de si grandes ressources naturelles et qui a connu un développement considérable dans l'après-guerre, en arrive à une telle situation ?

Deux faits peuvent contribuer à le faire comprendre.

Que l'on juge plutôt : 15 % du produit national brut (PNB) sont consacrés à l'armement ; 40 % de l'industrie travaillent directement ou indirectement pour l'armée. Chaque habitant soviétique (du bébé au vieillard) a payé, en 1976, 2 346 F pour les efforts de guerre, soit 16,76 % de sa part individuelle du PNB.

Le pourcentage du PNB est de 5,8 % pour les USA et de 3,5 % pour la France. Tout ce matériel de guerre produit, au prix d'une mobilisation considérable des forces productives, engloutit de véritables fortunes. Il n'est en rien productif et constitue une pure perte pour le peuple soviétique. Cela réduit d'autant l'amélioration du niveau de vie des travailleurs.

MAUVAISE VOLONTÉ ET RÉSISTANCE

A ce gaspillage, dû à la politique impérialiste de la bourgeoisie bureaucratique, s'en ajoute un autre qui est, lui aussi, inhérent au système en place. L'exemple de l'agriculture est révélateur à ce sujet.

Nous avons dit que les récoltes agricoles ont été particulièrement fructueuses cette année. Cependant, il est évident que le taux de perte sera encore plus élevé que les autres années.

Pour bénéficier de ces récoltes durant toute l'année, il est nécessaire de stocker ; or, les aires de stockage sont en nombre insuffisant. Faute de cela, le blé est étalé sur des champs humides et, à la suite de quelques pluies, commence à pourrir. En ce qui concerne les matières les plus périssables, comme les fruits et les légumes, la situation est encore plus catastrophique et les pertes considérables. L'infrastructure ferroviaire est à tel point insuffisante, tant quantitativement que qualitativement, qu'un convoi de marchandises fait une moyenne de 14 km/h. Arrivé à destination, il n'est pas sûr de trouver des bras pour le déchargement. Sans parler des tracasseries administratives....

Les magasins se retrouvent avec une cargaison à moitié pourrie. Des exemples de ce type, on pourrait en citer des milliers. Les raisons de cette situation anarchique peuvent s'expliquer par la centralisation à outrance d'une administration qui fonctionne à un rythme ralenti mais, surtout, par la faible mobilisation des travailleurs.

On peut encore citer un exemple. La différence de salaire et de conditions de vie entre les ouvriers et les paysans (48 % de différence en moyenne — de source officielle) sont telles que les campagnes se sont dépeuplées rapidement. Résultat : au moment des moissons, il manque de bras et le gouvernement organise alors une véritable émigration forcée des ouvriers qui, par milliers, sont contraints d'aller travailler durant un mois à la campagne. Pour les travailleurs, cela veut dire l'éloignement familial mais aussi un salaire diminué de moitié et, de plus, le voyage est à leurs frais.

Autant dire que ces ouvriers, qui ne sont nullement compétents dans le domaine agricole, ne sont pas mobilisés et, au contraire, la mauvaise volonté est plutôt de rigueur : une résistance passive en quelque sorte.

Dans les usines, c'est la même chose. Là aussi, se pose de manière cruciale le problème de la qualité de la production. Il y a quelques années, la direction du PCUS partait en guerre dans ce domaine. Elle n'a pas lésiné sur la propagande pour, en fin de compte, constater une nouvelle baisse de la qualité. Comment peut-il en être autrement ? Depuis des années et des années, on promet aux travailleurs une amélioration considérable de leur niveau de vie mais l'effort de guerre engloutit tout ce qui pourrait la permettre. Les ouvriers refusent de travailler dur pour le bénéfice de la bourgeoisie bureaucratique qui détient le pouvoir dans le pays. Ils ne peuvent rien dire, rien faire sans tomber sous le coup de la répression. Alors à quoi bon ?

Brejnev veut sévir

Les raisons d'une crise

Tout d'abord, il y a la militarisation à outrance de l'économie. Il a fallu beaucoup d'efforts à l'URSS pour arriver au même niveau que les USA sur le plan militaire. Aujourd'hui, c'est chose faite et il s'agit maintenant pour elle de les dépasser. Un tel effort de guerre n'est pas sans répercussions sur l'économie.

La situation allant dans le sens de l'aggravation, Brejnev s'est préoccupé de l'affaire. A la session du comité central, il a déclaré qu'il était temps de poser *« à temps et résolument le problème de la responsabilité personnelle de ceux qui n'assurent pas leur exécution... »*

Autant dire qu'il va y avoir du remue-ménage dans les ministères, les administrations centrales et locales. Des têtes tomberont, c'est certain. Pour ne rien changer.

Il ne s'agit pas là de quelques erreurs de gestion, mais bien de la nature fondamentale de l'État en URSS. Tant que la bourgeoisie sera au pouvoir, elle poursuivra et augmentera l'effort de guerre et elle sera amenée, pour défendre son pouvoir, à opprimer toujours davantage le peuple.

Evelyne LE GUEN

Le non des Suisses

DIMANCHE, les électeurs suisses ont dit non au référendum sur la constitution d'une police dite « antiterroriste ». Le projet de loi qui avait été voté par les diverses chambres de la confédération prévoyait la création de deux nouveaux corps de police. L'un, de deux cent trois hommes, aurait été chargé de la répression antiterroriste et l'autre, fort d'un millier d'individus entrainés, aurait eu pour rôle le « maintien de l'ordre » en cas d'émeutes et d'occupations illégales. Ces deux corps devaient être placés sous l'autorité fédérale.

Ce projet de loi était en fait, avant tout, axé vers la répression des luttes des travailleurs quand elles prennent la forme de manifestations de masse et d'occupations d'entreprises. Le terrorisme n'était que prétexte, d'autant plus que la Suisse n'est pas le terrain d'activités terroristes comme peuvent l'être d'autres pays européens.

Afrique du Sud

Emmurés vivants !

QUARANTE-ET-UN mineurs noirs sont morts, emmurés, dans une galerie souterraine de la mine d'or de Vallreefs, au sud-ouest de Johannesbourg, en Afrique du Sud. Ces quarante-et-un morts sont ni plus ni moins quarante-et-un assassinats ! En effet, les responsables blancs de la mine (qui appartient à l'*Anglo-american Corporation*) ont pris la décision d'emmurer les quarante-et-un Noirs dans la galerie où s'était produit un effondrement *« afin d'éviter que le feu ne se propage dans le reste de la mine »*. Les mineurs sont donc mort brûlés ou asphyxiés, par suite de cette décision effroyable. Pour les capitalistes ultra-racistes d'Afrique du Sud, un homme, surtout quand il est Noir, ne mérite pas qu'on lui sacrifie quelques grammes d'or.

DANS L'ACTUALITE

Sommet de Bruxelles

Une monnaie européenne contre le dollar

LES chefs d'État ou de gouvernement de l'Europe occidentale se sont réunis en début de semaine à Bruxelles pour examiner trois questions que pose l'unité européenne : la mise sur pied d'une monnaie européenne, l'avenir de la politique agricole commune et l'élargissement de l'Europe à l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

La question la plus importante est sans doute la mise sur pied d'un système monétaire européen. Le principe en a été adopté en septembre dernier. Son but est de soustraire les économies capitalistes européennes à l'instabilité monétaire que provoquent les soubresauts du dollar. L'unification monétaire a pour base le marché commun mis en place depuis les années 60 et qui a abouti à la suppression des barrières douanières en Europe de l'Ouest permettant ainsi aux bourgeoisies d'Europe occidentale de se constituer un vaste marché face au marché américain. Le Marché commun ne s'est pas constitué sous la domination américaine mais contre elle ; il en est de même pour le système monétaire européen qui doit permettre aux bourgeoisies européennes de commercer en Europe, non plus en dollars, mais dans la nouvelle monnaie. Les difficultés rencontrées pour édifier la monnaie européenne sont dues à la faiblesse de la livre anglaise et de la lire italienne. Celles-ci connaissent une dévaluation bien plus grande que les monnaies plus stables telles que le mark et le franc. Le problème est donc de conserver entre toutes ces monnaies ce qui est appelé « des parités fixes », c'est-à-dire d'éviter des fluctuations de valeurs trop grandes entre elles (dévaluation)

Il est évident que la création de la monnaie européenne correspond aux intérêts monopolistes européens et principalement des deux pays dominants du Marché commun que sont l'Allemagne de l'Ouest et la France avec une prédominance pour la première. Cependant, contrairement aux affirmations du PCF la monnaie européenne se fait principalement contre le dollar et non pas pour renforcer sa domination.

(Voir dossier page 8).

La semaine de la jeunesse

Le gouvernement fait dans le sympa

AVEC beaucoup d'art, le gouvernement utilise les préoccupations des jeunes dans la « semaine sur la jeunesse » qu'il organise. On sait que le souci général des jeunes est le travail, c'est pourquoi le thème *« Les jeunes et le travail »* domine toute cette exposition, soit directement, soit indirectement.

VIVE LE PACTE NATIONAL

Au stand ANPE, de luxueux dépliants chantent les louanges du Pacte national pour l'emploi des jeunes (*rémunération allant de 450 F à 90 % du SMIC !*), de la prime de mobilité pour les jeunes qui acceptent de quitter leur région (*prime de 5 000 F à peu près*), vantent les efforts du gouvernement pour revaloriser le travail manuel. C'est donc le stand ANPE qui traite directement du travail des jeunes.

VIVE L'APPRENTISSAGE

En s'éloignant de ce stand, on découvre le quartier de l'artisanat. Et là, sous prétexte de présenter l'artisanat, d'exalter *« l'indépendance de l'artisan »* — en passant sous silence, bien sûr, les énormes difficultés que beaucoup d'entre eux rencontrent — c'est l'apprentissage qui est présenté. Le raisonnement est simple : l'artisan est libre, indépendant ; pour devenir artisan, il faut être apprenti, donc *« engagez-vous dans l'apprentissage »*. Rien, ou trois fois rien, sur les rémunérations des apprentis, au minimum 15 % du SMIC, au maximum 60 % du SMIC.

MANQUE D'AUDACE

Cette exposition feint de s'intéresser aussi aux problèmes de travail des jeunes filles, des jeunes femmes. Ainsi, un dépliant est distribué sur lequel on peut lire : *« Loi du 11 juillet 1975 : désormais une femme pourra porter plainte si, sans motif légitime, elle se voit refuser un droit, un emploi ou licencier sous le prétexte "* qu'elle est une femme *". Maintenant, c'est à vous de jouer »*.

Sur un autre dépliant, on peut lire que *« la plupart des jeunes filles ne pensent qu'à trois métiers, aux métiers traditionnellement définis... et qu'elles ont donc un horizon limité »*...

Pour illustrer ce thème, plusieurs femmes animent des stands de mécanicien et de menuisier. En bref, c'est la faute des femmes si elles se retrouvent toujours dans les mêmes professions saturées. *Elles manquent d'audace* ! En apparence, cette exposition se veut le porte-parole des femmes.

Aussi, tout un stand est-il réservé à la condition féminine, aux problèmes de la contraception, aux mères célibataires. Là aussi, le but recherché est de récupérer les mouvements de femmes. Seulement, ce souci ne va pas bien loin comme on peut s'en douter. La brochure sur la contraception n'aborde pas les problèmes de l'application de la loi Veil et pour cause...

ORDRE ET DÉMAGOGIE

A ces stands plus ou moins sérieux s'en ajoutent d'autres, mêlant *« une écologie à bon marché »* à l'image d'Epinal de la bonne armée et de la bonne gendarmerie. A la présentation des débouchés des élèves et des étudiants se juxtapose celle sur l'énergie nucléaire où on apprend avec satisfaction qu'il n'y a pas de danger de radioactivité, ni, encore moins, d'accidents pour les travailleurs des centrales nucléaires. Ouf, on est rassuré !

A l'encadrement militaro-chrétien, proposé par les scouts de France, on passe à la description des diverses drogues et des drogués. A l'étalage des avantages proposés par l'enseignement privé et payant, cela va de soi, se succède le stand de « pop-music ».

En réalité, cette exposition est vraiment bien conçue. Elle permet au gouvernement de récupérer à fond les distractions, les aspirations, les préoccupations des jeunes pour mieux faire passer sa camelote.

Le côté *« jeunesse sportive »* et le *« oui à la France qui ose »*, sympa, dynamique, est présenté au travers des possibilités offertes par la pratique du skate, du ping-pong ou le trempolino (ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi).

Nathalie VILLOTIERS

Corse, chômage, répression, exil ...

La liaison de la lutte de classe et de la question nationale

LA ronde des ministres en Corse n'en finit plus. Il est prévu que Barre visite six communes le 24 novembre de présupposés membres du FLNC. D'après la police aurait été découverte *« une importante documentation, archives du FLNC qui intéressent sa structure, sa stratégie, son implantation et ses perspectives à court et à long termes »*.

Trois des « interpellés » dans la région de Bastia ont été écroués à Paris : Marc Tirroloni « interpellé » à Paris est placé sous mandat de dépôt ; un cinquième à Ajaccio est écroué là-bas (mais comme « droit commun » pour « détention d'explosifs »).

Dans la nuit du 1er au 2 décembre à Bastia sont intervenues dix autres « interpellations ». Selon les dires de la police, ils auraient été « surpris au moment où ils traçaient le sigle FLNC sur des murs d'établissements publics ». Après les perquisitions qui n'ont rien donné, ils ont été relâchés, sauf un qui a été mis en garde à vue.

Pour protester contre la répression, une journée politique et culturelle était organisée le 3 décembre à Caterraghju, par A Riscossa et le Collectif de Corti (dont la section corse du Parti communiste marxiste-léniniste — PCML —)

Lors de la visite de Beullac (ministre de l'Education) les 23 et 24 novembre, les parents d'élèves et enseignants ont occupé les classes et bloqué la circulation à Bonifaccio ; manifestation à Bastia. A Pietralba (Ajaccio) manifestation des parents. La journée de grève, organisée par les enseignants a été largement suivie, etc. Sur la photo : à Bastia, 400 lycéens occupent le lycée Casabianca. Ils attendaient le ministre qui a préféré se replier sur l'académie !

en deux jours, mais les bains de foule lui seront interdits par son docteur. (Les œufs pourris et les « porteurs de pancartes » lui donnent, paraît-il, de l'eczéma).

Nous ne ferons pas ici un exposé de la situation catastrophique de l'Ile, rappelons simplement pour mémoire :

— que les quatre cinquièmes de l'Ile sont voués au désert ;

— que le taux de chômage y est encore plus élevé que sur le continent : 13 % de la population active ;

— que les petits paysans sont sacrifiés sur l'hôtel des profits (d'une poignée de gros capitalistes, pour la plupart anciens colons d'Algérie) et qu'avec les petits commerçants, ils sont asphyxiés ;

— que 10 000 jeunes et étudiants en trois ans (chiffres de l'INSEE) ont été obligés de s'exiler sur le continent, etc.

En plus de cela, la prétendue « coincidence » des multiples arrestations et perquisitions de militants nationalistes, personne n'y croit. C'est le même scénario qu'au moment de la venue de Giscard en juin dernier (24 arrestations, toujours détenues à Paris). Depuis, il y a eu une arrestation le 25 septembre : 14

GREVES, MANIFESTATIONS

L'union départementale CFDT de Haute-Corse condidère que la visite de Barre est une provocation. C'est pourquoi elle appelle les ouvriers, les autres travailleurs et les étudiants à manifester ; ainsi que d'autres associations ou organisations syndicales ou politiques (nationalistes ou non).

Le Parti communiste marxiste-léniniste, pour sa part, s'attache à lier sur le terrain les luttes revendicatives économiques et politiques à la défense des droits nationaux du peuple corse (fondamentalement le droit à l'auto-détermination) contre la répression qui frappe sévèrement les patriotes.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

Au Jour le Jour par Silvestre.

Le pourquoi de la campagne du PCF sur le Vietnam

INTERVIEW de l'envoyé spécial de l'*Humanité* à Hanoï auprès de personnalités vietnamiennes, témoignage d'une religieuse et d'un archevêque, scandale d'Andrieu devant les caméras d'*Antenne 2*, lancement d'une campagne de soutien par le mouvement de la jeunesse communiste, appel de Fitermann sur *France-inter*, délégation de Leroy à l'ambassade américaine à Paris, débat houleux au Parlement autour d'un discours de Ballanger, appel dans l'*Humanité* de l'Association d'amitié franco-vietnamienne, annonce de la diffusion large d'un numéro spécial de l'*Humanité-dimanche* (13-17 décembre)...
Ce sont là quelques unes des initiatives du comité central du PCF en soutien au Vietnam au cours de la semaine dernière. Pourquoi cette campagne virulente et effrénée ?

Quand le PCF prend aujourd'hui la défense du Vietnam, il y ajoute toujours un autre thème : « *Le parti qui a joué un rôle de premier plan dans toutes les aventures coloniales* (entendez le PCF) *est lui aussi attaqué* » (*).

« LE PARTI EST ATTAQUE »

C'est que le PCF est aujourd'hui isolé de fait. Il est sans Union de la gauche, mais aussi le seul parti français à mener une campagne totalement anti-européenne, par exemple. A cet isolement correspond l'idée « *le parti est attaqué, mobilisons-nous* », déjà lancée il y y quelques temps et reprise aujourd'hui en lien avec la campagne « *le Vietnam est attaqué, défendons-le* ».

Sur ce double thème, le comité central compte mobiliser les adhérents du PCF et les conduire par un réflexe de défense à resserrer les rangs.

DERRIERE LE VIETNAM, L'URSS

Mais la campagne actuelle de la direction du PCF doit aussi être jugée en regard de la situation internationale. Le Vietnam est maintenant membre du Comecon dominé par l'URSS. Moscou a vendu des Mig 23 à Hanoï qui proclame : « *Notre armée est la troisième du monde* ». Derrière le Vietnam se trouve l'URSS qui multiplie ses menaces agressives, aggrave le climat de tension mondiale.

C'est ainsi que le Kremlin s'en prend à la Grande-Bretagne quand celle-ci passe des accords de vente d'armes à la Chine, c'est ainsi que le Kremlin attaque violemment le Roumain Caucescu qui refuse de renforcer le pacte militaire de Varsovie, sans parler de l'intensification de l'intervention russe dans le monde (Erythrée, etc.)

Dans ce climat de tension internationale, la direction du PCF continue à apporter un soutien actif à l'URSS, même si elle a été amenée à prendre quelques distances sous la pression de l'opinion des militants.

En soutenant le Vietnam, les dirigeants du PCF se rangent ouvertement aux côtés de l'URSS qui protège ce pays d'Asie à ses propres fins expansionnistes. Ils veulent profiter des échos que le soutien au Vietnam rencontre auprès des militants pour nuancer les distances prises à l'égard de l'URSS, notamment sur la question des libertés avec la parution du livre *L'URSS et nous*.

Signalons qu'auprés des militants de base du PCF, les dirigeants modèrent sensiblement les effets d'un livre comme : « *l'URSS et nous* » : si avant on insistait plutôt sur « *l'URSS connait des difficultés et tout n'y est pas parfait* », aujourd'hui on insiste plus sur le « *mais l'URSS est un pays socialiste* ».

La campagne de soutien au Vietnam lancée par la direction du PCF correspond donc à des besoins de politique interne au parti lui-même et à des besoins de politique internationale.

(*) Nous nous proposons de revenir dans nos prochaines éditions sur deux questions : le PCF a-t-il vraiment soutenu le Vietnam lors de sa lutte de libération nationale et qu'est devenu le Vietnam aujourd'hui ?

Les résidents du foyer Sonacotra de Chelles à la manifestation du 18 novembre (Photo HR)

Foyers Sonacotra de Chelles, Noisiel, Torcy

L'unité d'action s'est réalisée contre la répression policière

Malgré les tentatives de récupération des sections PCF de la région

SAMEDI 2 décembre devait avoir lieu, très tôt le matin, une vaste opération policière dans les trois foyers de la région. Contrôles d'identité ? Tentatives d'expulsion de certains résidents condamnés en justice le mois dernier ? Nul ne le sait. Cependant, dès le vendredi soir, le comité de soutien des trois foyers était prévenu de cette intervention par des contacts proches de la CGT et du PCF. Aussitôt, il mobilisait ses forces et alertait toutes les organisations syndicales et politiques démocratiques de la région pour une mobilisation, dès 4 heures du matin, dans chacun des foyers. Les sections du PCF, seules au courant au départ, étaient déjà mobilisées et les responsables locaux n'avaient nullement l'intention de réaliser une mobilisation unitaire des forces démocratiques locales. Tout au contraire, ils espéraient bien — en croyant que leurs militants seraient les seuls sur place — apparaitre comme les seuls véritables défenseurs des résidents.

C'est seulement grâce à l'attitude positive de certains militants que le comité de soutien a pu être alerté. Tout compte fait, malgré l'avis des responsables PCF, l'unité d'action a eu lieu et c'est plusieurs dizaines de personnes qui se rassemblaient devant les trois foyers.

On n'avait jamais vu cela dans l'histoire de la lutte des foyers Sonacotra : militants et sympathisants du PCF, de la CGT, de la CFDT, du PCML, anarchistes, PS, PSU, écologistes, etc. étaient au rendez-vous dans le froid matinal, bien résolus à empêcher toute expulsion.

Et cette mobilisation unitaire a finalement permis que l'intervention policière n'ait pas lieu.

Quant à la tentative de récupération des responsables du PCF, elle a échoué. Ce qui ne les empêcha pas de faire distribuer, le dimanche matin, au marché de Chelles, un tract où ils déclarent : « *A l'initiative du PCF, plusieurs dizaines de personnes se rendaient, dès 3 heures du matin, aux portes du foyer Sonacotra pour s'opposer à l'intervention des forces de police* »...

Les marxistes-léninistes, pour leur part, ne ménageront pas leurs efforts pour renforcer cette unité en discutant fraternellement avec les militants du PCF, tout en démasquant les tentatives de récupération des responsables du PCF et leur absence constante depuis le début de la lutte des foyers Sonacotra.

Quand le PCF est louangé par le PC tchécoslovaque

VACLOV Sabata est le fils de l'un des porte-parole de la charte 77 qui réclame, en Tchécoslovaquie, les libertés démocratiques et l'indépendance nationale. Son père est l'ancien secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque pour la région de Brno. Il est aujourd'hui en prison sans même avoir été jugé.

Son fils, Vaclov, est venu en France pour informer l'opinion sur le sort de son père. En particulier, Vaclov souhaite être reçu par les directions des partis de gauche. Jusqu'à présent, s'il a bien été reçu par la direction du PS et d'autres partis, il n'en est pas de même en ce qui concerne celle du PCF.

Vaclov, malgré ses demandes, n'a pas été reçu par la direction du PCF. D'autre part, son action l'a amené à collaborer à divers journaux, dont *Le Matin* et *L'Express*. Dans les colonnes de ces journaux, il s'est étonné du silence des responsables du PCF à ses différentes demandes d'entrevue. Non contente de refuser de le recevoir, la direction du PCF faisait paraitre, le 29 novembre, un communiqué qui déclarait : « *La venue en France du fils de J. Sabata, l'un des porte-parole de la charte 77, actuellement emprisonné en Tchécoslovaquie, est une véritable provocation contre le PCF* ». Le Bureau politique, par ailleurs, se dit prêt à recevoir V. Sabata... à condition qu'il présente des excuses pour avoir critiqué le PCF dans les journaux que nous avons cités. Le plus important pour les dirigeants du PCF, c'est que les gens se plient à leur volonté et non pas que des démocrates tchèques soient emprisonnés. Cela n'empêche pas le Bureau politique du PCF de s'auto-décerner un brevet de champion de la justice et de la liberté : « *Pour la justice et la liberté, il* (le PCF) *poursuivra son action dont l'efficacité est reconnue et appréciée* ».

LES LOUANGES DU PC TCHECOSLOVAQUE

La direction du PCF vient de recevoir, pour son attitude, les félicitations de *Rude Pravo*, organe du Parti communiste tchécoslovaque, qui accuse les Sabata de mener « *une activité... au service de la campagne anticommuniste de Carter* » !

Rude Pravo n'ose pas, lui, se prévaloir de la liberté et de la justice. Depuis l'intervention des chars russes, en août 1968, c'est difficile en effet. Les dirigeants du PCF ont beau critiqué les « atteintes aux libertés » dans les pays soumis à la domination de l'URSS, cela reste pour l'essentiel de belles paroles destinées à mieux faire passer leur défense de l'URSS et de son système qui n'a plus rien à voir avec le socialisme.

Henri MAZEREAU

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

DANS L'ACTUALITE

La Roumanie face à Moscou

DANS notre édition d'hier, nous avons esquissé l'origine et le fond des contradictions qui se sont développées entre la Roumanie et l'Union soviétique depuis 1961. Nous abordons aujourd'hui les mesures prises par les dirigeants roumains pour contrer la menace soviétique.

Les pressions soviétiques pour faire plier les dirigeants roumains ne manquèrent pas : tentatives pour susciter une opposition à Gheorgiu Dej, tentatives pour imposer leur candidat à la succession au moment de la mort de ce dernier, etc. Mais le PCR tint bon et affirma sans cesse davantage son autonomie face à Moscou, pour la défense de l'indépendance nationale de la Roumanie.

La Roumanie est restée membre à la fois du Comecon et du Pacte de Varsovie — n'oublions pas qu'elle a une frontière commune avec l'URSS ! Et c'est bien là, sans nul doute, la raison de la prudence dont font preuve les dirigeants roumains tant dans leurs discours que dans leurs actes.

Pourtant, *au sein de ces deux organismes supranationaux*, qui sont des instruments de Moscou pour maintenir et renforcer sa domination en Europe de l'Est, *la Roumanie se situe sans conteste à l'avant-garde de la résistance au social-impérialisme*, non seulement en paroles, mais aussi et surtout en actes. C'est ainsi, par exemple, que dans la première quinzaine d'août 1968, alors que l'URSS préparait déjà son agression contre la Tchécoslovaquie, le secrétaire général du PCR, Nicolae Ceaucescu, effectua une visite officielle à Prague, apportant ainsi à l'équipe de Dubcek un soutien précieux.

DEPUIS LE 21 AOUT 1968

Le 21 août 1968, les dirigeants et le peuple roumains ont clairement perçu que l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie augmentait la menace pesant sur leur indépendance nationale et ils ont pris les mesures intérieures et extérieures qui s'imposaient pour faire pièce à l'impérialisme soviétique.

— *Sur le plan intérieur*, les dirigeants roumains ont développé la mobilisation populaire et le système de défense populaire : si le peuple est prêt à se battre, alors l'URSS hésitera à agresser le pays ; s'il n'était pas prêt, elle aurait les coudées franches, comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie.

— *Sur le plan extérieur*, le PCR a toujours refusé de brader la moindre parcelle de sa souveraineté à l'URSS. C'est ce que Ceaucescu vient de réaffirmer solennellement après la session du Pacte de Varsovie.

Et, en dépit de formulations toujours prudentes dans la bouche des dirigeants roumains, toute leur politique extérieure est axée sur la défense de l'indépendance nationale du pays contre la menace russe :

— *1) La Roumanie a développé ses relations avec les Etats balkaniques voisins*, notamment avec la Yougoslavie du maréchal Tito, que Ceaucescu a rencontré courant novembre pour la 14e fois. La Roumanie a aussi participé à la réunion des pays balkaniques (Albanie excepté) il y a quelques années, à Athènes.

— *2) La Roumanie s'est pleinement engagée aux côtés des pays non-alignés* pour la défense du tiers monde, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et contre les diktats des superpuissances. A la différence de Moscou, la Roumanie a reconnu, dès 1971, le gouvernement de Sihanouk (Kampuchea — Cambodge) et, au cours de sa visite officielle au Kampuchea, au printemps 1978, Ceaucescu a signé d'importants accords avec ce pays.

— *3) La Roumanie a développé ses relations avec la Chine* où Ceaucescu s'est rendu trois fois en visite officielle (1971, 1976 et 1978). En août dernier, la visite officielle de Houa Kouo-feng a été l'objet d'attaques acerbes de la part du Kremlin — et Ceaucescu y a répondu comme il se devait.

— *4) La Roumanie a développé ses relations avec les pays d'Europe de l'Ouest*, notamment avec la France (en 1964 déjà, la visite en France du premier ministre, Maurer, avait été interprétée comme un signe d'indépendance par rapport au Kremlin).

— *5) Le PCR a développé ses relations avec les partis eurocommunistes* qui, comme celui d'Espagne, font preuve d'une certaine indépendance par rapport au Kremlin. C'est ainsi qu'au mois d'août dernier, Ceaucescu a eu des entretiens avec le leader du PC espagnol, Carrillo, que la presse soviétique ne se gêne pas pour attaquer publiquement et avec virulence.

— *6) Enfin, la Roumanie est soucieuse d'utiliser à son profit les contradictions existant entre les deux superpuissances.* Le geste le plus marquant à cet égard — et celui qui suscita le plus d'hostilité à Moscou et dans les autres capitales est-européennes — fut, sans doute, l'accueil de Nixon à Bucarest, moins d'un an après l'invasion de la Tchécoslovaquie, en 1969.

Jean SCHUBERT

La Roumanie a montré à plusieurs reprises sa volonté d'indépendance face à Moscou. Comme ici, en recevant le président Houa Kouo-feng

CULTUREL

FESTIVAL DE CARTHAGE

Un film algérien remporte le prix du festival du cinéma du tiers monde

AU festival de Carthage, un film algérien a remporté la récompense le Tanit d'or. Il s'intitule : *« Des aventures d'un héros »*, il est dû au cinéaste Merzak Allouache qui a déjà réalisé *« Omar Gatlato »*. Fernand Solanas réalisateur argentin en exil, a remporté le prix Jugurtha pour son film : *« Les fils de Fierro »*. *Martin Fierro* est le titre d'un roman très connu en Argentine, dont le héros, aussi célèbre que Don Quichotte, est un paysan.

Ce long métrage a également obtenu le prix *Hani Jawharye* décerné par l'OLP.

Le film malien *Baara* de Solimane Sise a obtenu le Tanit d'argent. Le prix de la première œuvre a été attribué au film marocain *Alyam Alyam*, d'Ahmed El Maanouni. Le film collectif palestinien, *Tell-El-Zaatar* recevait, quant à lui, un prix spécial du jury.

Les journées cinématographiques de Carthage sont le reflet, au niveau culturel, de la lutte que mènent les pays et les peuples du tiers monde contre l'impérialisme. Les journées du cinéma de Carthage ont été créées en 1966, par Tahar Cherriaa, animateur du mouvement des ciné-clubs tunisiens. Ces journées, à l'origine, devaient permettre la rencontre des cinémas du Bassin méditerranéen. Elles se transformèrent rapidement en un festival des films du tiers monde, principalement des pays arabes, d'Afrique Noire et l'Amérique latine.

L'objectif de ce festival est de favoriser le développement d'un cinéma national, libéré de la tutelle d'Hollywood, mais aussi de pays comme la France qui détiennent des réseaux de distribution très importants en Afrique Noire, entre autres. Dans cette optique, depuis 1974, le festival de Carthage comprend, outre le cycle de projection, un colloque sur la diffusion des films. C'est à cette même époque qu'a été créée la fédération panafricaine des cinéastes. Edeline, ex-PDG de la SFP et dirigeant du trust de distribution cinématographique était venu proposer ses services pour aider à réorganiser le cinéma africain, il est reparti comme il était venu.

Ce festival montre la volonté d'indépendance des pays du tiers monde et leur volonté de développer un cinéma qui leur est propre. Un cinéma qui leur permet d'exprimer leur culture longtemps étouffée par l'impérialisme, un cinéma qui parle de leurs luttes.

Léon CLADEL

A lire : *« Cinéastes d'Afrique Noire »* de Guy Hennebelle et Catherine Ruelle, publié par *l'Afrique littéraire et artistique* et *Jeune cinéma*. (30 F)

Pour 40 000 dollars, un couple a dansé 8 jours et 13 heures

Les concurrents, avouent les organisateurs, sont des chômeurs et des immigrés

LE record du monde du marathon de danse a été battu par Suzanne Nadeau, dix-neuf ans et Jean Bertin, vingt-cinq ans qui se sont trémoussés durant deux cent cinq heures d'affilée. C'est à Québec que s'est déroulé ce marathon, dans un dancing avec musique disco, spots lumineux, retransmission vidéo. En début d'après-midi, quarante concurrents en lice, le public est invité à miser sur le couple de leur choix, comme au tiercé pour les chevaux. Après le troisième jour, les jambes enflent, les danseurs n'ont droit qu'à cinq minutes de repos par heure. Certains dorment debout sur la piste, à ceux-là les organisateurs projettent un jet d'eau ou de lumière sur la figure. Rester huit jours à marcher ou à danser sur une piste sans dormir, avec les jambes qui deviennent de plus en plus douloureuses et le sommeil qui vous gagne, c'est la réalité de ces marathons. Mais qu'est-ce qui fait marcher les concurrents ?

L'apologie des concours de danse : les films disco US

Tous ne vont pas dire qu'ils font cela pour se nourrir, par obligation ; certains même disent qu'ils font cela par goût de l'exploit. Mais les organisateurs avouent que la majorité des concurrents sont des étudiants ou des chômeurs. Il y a aussi beaucoup de travailleurs immigrés, comme ce couple de Chiliens qui ont supplié les organisateurs de les laisser participer au marathon : ils avaient une famille à nourrir. Le spectacle a totalisé cinq mille entrées. Quand pour remplir des salles on organise des combats de boxe dont l'issue peut aboutir à la mort d'un des boxeurs, quand, pour faire des entrées, on organise un marathon où des chômeurs pour la plupart, doivent aller au-delà de leur force, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va plus dans le système. Ces marathons qu'on croyait disparus depuis la grande crise de 1929 refont surface actuellement. Les organisateurs de ces épreuves savent qu'ils trouveront assez de chômeurs en difficulté pour concourir jusqu'à épuisement. C'est bien là un spectacle d'une société décadente qui doit disparaître.

Léon CLADEL.

40e Congrès C.G.T

Avec des délégués du Livre

Sur les conseils d'atelier, une discussion franche et fraternelle

LES conseils d'atelier vont-ils être un nouvel objectif de la CGT ? Avec quel rôle, quel contenu ? Cette question touche à la conception de la *gestion démocratique* que la direction de la CGT a avancé dans plusieurs de ses documents, tout comme l'avait fait, en son temps, la direction du PCF, dans son programme sous le titre : *Changer de cap*. L'idée des conseils d'atelier, d'origine cédétiste, a été intégrée dans les propositions CGT pendant la période des pré-élections législatives, en particulier dans *Les solutions et propositions de la CGT*, en juin 1977. En ce qui nous concerne, nous pensons que, dans le cadre capitaliste, quels que soient le gouvernement, le secteur (nationalisé ou non), les conseils d'atelier qui seraient les petits frères, à cette échelle, des comités d'entreprise ou les organismes prétendant associer les travailleurs – leurs représentants et leurs syndicats – à la gestion de l'entreprise, sont une illusion, une fausse piste : précisément, une telle conception suggérerait qu'il est possible, dans ce système, de grignoter, partager finalement le pouvoir avec l'État. De notre point de vue, c'est une conception typiquement réformiste : il s'agit, en effet, d'aménager le système, de l'améliorer pour les travailleurs, par l'introduction dans la structure capitaliste de nouveaux organismes par lesquels les travailleurs pourraient peser sur les décisions et même les partager avec les patrons.

Par contre, si les conseils d'atelier sont une forme de l'unité concrète dans l'entreprise entre syndicats, entre syndiqués et non-syndiqués, concrétisé par un organisme du type comité unitaire dont le but serait de mener les assemblées générales, définir les objectifs de lutte et les actions destinées à atteindre ces objectifs, alors nous y verrions une forme supérieure à ce qui existe aujourd'hui, de la démocratie syndicale étendue à tous les travailleurs et, donc, une arme dans leurs mains pour se battre. Et cela serait, en effet, très positif.

Dans notre dernière édition, nous posions la question de la nature des conseils d'atelier, du rapport de force nécessaire pour imposer aux patrons toute décision en faveur des travailleurs.

Discussion de notre envoyée spéciale avec un délégué au congrès

DELEGUE NANCY :

Je suis plutôt à l'aise pour intervenir là-dessus. C'est que les copains se sont exprimés en fonction de l'expérience qu'ils ont déjà au niveau du Livre parisien. Moi, en province, ce sont des conditions qu'on ne connait absolument pas. Alors je repars de la question que tu posais : est-ce que le rapport de Moynot sur les conseils d'ateliers, ça va être une revendication de la CGT ? Je crois qu'il faut rappeler que Moynot, au début de son intervention a dit que c'était un document de contribution confédérale à la réflexion sur les conseils d'atelier en deux axes (*).

— 1. Sur le plan des nationalisations ;

— 2. Sur le plan d'un projet de société.

Parce qu'effectivement, il s'est avéré, et c'est là qu'il y a exigence nouvelle, qu'il y avait manque d'explications de la CGT quant aux conseils d'ateliers, c'est exprimé par rapport au Programme de la CGT et aussi par rapport au Programme commun. Il ne s'agit pas de dire, demain quand on va rentrer dans nos boites : ça y est les copains, maintenant à la CGT, on veut des conseils d'atelier, comme on s'est battu pour avoir des comité d'entreprise, parce que ça, c'est de la collaboration. Là j'espère avoir répondu à ta question : il s'agit de porter à la réflexion de l'ensemble des travailleurs ce que peuvent être des conseils d'atelier dans le cadre d'un projet de société d'une part, d'autre part, dans le cadre où ces conseils peuvent être réalisés, notamment dans les entreprises nationalisées, d'enrichir cette discussion introduite au congrès dans toutes les boites, notamment par rapport aux conditions de travail, mais ce n'est pas limitatif. Alors, là-dessus, je crois qu'il n'y a pas de positions arrêtées, ce n'est pas une nouvelle revendication de la CGT. C'est un aspect de la vie professionnelle et sociale à laquelle la CGT entend contribuer, avec la participation la plus grande des travailleurs. Ça, c'est le premier principe. Je crois que là, il faut mettre les choses en place.

— Q : Je comprends bien ce que tu dis. Il n'est pas question, même pour nous, de clore là cette discussion ...

DELEGUE NANCY :

Bien sûr, surtout à chaud.

— Q : J'ai bien compris : c'est un sujet qui est proposé à la discussion, à la reflexion des syndicats. Mais enfin, quand on réfléchit à une question, c'est quand même qu'on envisage, un jour ou l'autre, de se déterminer sur cette question : est-ce que ça peut devenir un objectif de la CGT ? A partir du moment où l'on réfléchit à ce que pourraient être les conseils d'atelier, dans le secteur nationalisé déjà, dans un projet de société avec l'Union de la gauche, avec un autre gouvernement, cela veut dire, en d'autre termes, que l'on se propose à plus ou moins longue échéance de donner un contenu à ces conseil d'atelier, de les envisager dans le secteur nationalisé par exemple. Alors ils rentreraient bien dans les objectifs du syndicat. Je ne dis pas qu'on en est là, mais je dis que c'est une orientation qui est ouverte...

NANCY :

Une interrogation plutôt qu'une orientation.

— Q : Je posais la question pour mettre en lumière qu'il y avait quand même là-dessous pas mal de choses.

SGL PARIS :

(...) A travers le schéma tracé par la CGT, au point de vue réflexion, sur la gestion démocratique qui était prévue au plus haut niveau de la société française, la place qu'on revendiquait dans le conseil économique et social (une certaine place, c'est-à-dire une place plus importante pour les organisations syndicales), avec un rôle de décision et non plus de consultation, ensuite notre perspective plus approfondie en 1976 sur les nationalisations, les problèmes de direction des sociétés nationalisées, cette fois, on arrive aux syndiqués, aux travailleurs qui assument la production (...) Et c'est bien avec les travailleurs, pour la production, qu'il faut en discuter.

Quant aux conseils, quel va être leur pouvoir, leur rôle, ça, on ne peut pas y répondre.

NANCY :

Je crois qu'il ne s'agit pas de dénicher sous la pierre, voir s'il n'y a pas un petit relent de collaboration de classe qui pourrait s'insinuer c'est vrai, mais orienter la discussion entièrement là-dessus, je crois que ce ne serait pas tellement sérieux, car l'intervention de Moynot, à mon sens (je donne mon avis), se situe davantage, au niveau de la réflexion et du projet de société (à court terme d'ailleurs, pas forcément dans 100 ans) plutôt que sur une revendication formulée en toutes lettres, avec des droits bien précis dans l'entreprise. Ça pose interrogation. Comme tu le dis, la réflexion n'est pas terminée ni limitée. Nous-même, nous avons besoin de nous rencontrer pour confronter les idées. C'est même la première fois qu'on en parle depuis que Moynot est intervenu.

— Q : Oui, la question, je l'ai posée non pas personnellement, mais c'est une question qui est posée constamment même dans le congrès, mais par rapport à d'autres syndicats, à d'autres organisations. Moi je dis que dans la CGT aussi elle se pose. La question n'est pas facile. Et avec des interventions de ce genre, je pense qu'on peut s'interroger.

NANCY :

C'est vrai, il faut poser la question, on ne s'en défend pas. Mais je dis aussi qu'il faut regarder l'essentiel...

— Q : Pour moi, l'essentiel de toute manière, c'est ce que je disais en introduction : c'est qu'à ces questions là, ces questions d'orientation, ces questions de fond, pourquoi agir, dans quel sens, pour quoi faire, justement le congrès a ouvert une perspective, il permet d'en discuter à tous les niveaux, largement. C'est ce qu'on retient comme essentiel. On peut avoir des idées différentes sur des tas de questions, mais l'essentiel, c'est qu'il en ressorte, à travers la discussion et l'action, une unité solide de la classe ouvrière, sur une ligne de classe. C'est vrai, personne, je pense, à la base de la CGT, ne souhaite que le syndicat soit un syndicat de collaboration de classe, un syndicat réformiste !

Encore faut-il que tous les travailleurs s'unissent bien sur une ligne de classe.

NANCY :

C'est pas nous qui dirons le contraire, hein !

— Q : Oui, là-dessus, on est bien d'accord.

(*) A propos de l'intervention de Moynot, voir HR No 983 du 30 novembre 1978.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

La grève continue à la Sescosem de St-Egrève

LE tribunal des référés a rendu son jugement le 27 novembre en donnant raison à la direction. Mais celle-ci n'a pas osé appeler la police pour faire évacuer le piquet de grève mis en place par les ouvrières du services masques.

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, elle a fait construire une cloison en bois dans le hall d'entrée du bâtiment où se trouve le service des masques. L'accès aux autres ateliers est transformé en un couloir étroit tandis que l'accès au service des masques est verrouillé de l'intérieur.

La direction peut ainsi faire rentrer en douce les non-grévistes tandis que les grévistes ne peuvent plus faire leur piquet de grève. Les syndicats CFDT et CGT ont appelé l'ensemble des travailleurs de la Sescosem à deux débrayages de solidarité qui ont été largement suivis.

A Echirolles, 35 000 habitants, dont le maire PC, Kioulou, personnalité locale bien connue, est en place depuis la Libération, l'action des travailleurs des services techniques a été très déterminée puisqu'il y a eu un seul non-gréviste.

Les travailleurs ne supportent plus le paternalisme de Kioulou. Celui-ci ayant embauché deux intérimaires pour aller faire le nettoyage d'un marché avec lui, les grévistes ont réagi violemment en les chassant sans ménagement.

Mouvement de grève des communaux de l'agglomération grenobloise

LES services techniques des communes de Grenoble (mairie PC-PS), Saint-Egrève (PS), Echirolles (PC), Pont-de-Claix (PC) observent des arrêts de travail depuis la journée nationale d'action du 22 novembre.

A Grenoble, une grève des cadences a été observée du 23 au 25 novembre ; la grève est totale depuis le 27 novembre, la mairie n'ayant pas fait de propositions intéressantes pour les grévistes.

Une assemblée générale le 30 novembre a reconduit le mouvement, sauf à la voirie où le travail a repris.

L'attitude des négociateurs (2 PC, 2 PS) de la mairie est celle de n'importe quel patron : on lâche des miettes aux employés les moins déterminés pour leur faire reprendre le travail et casser le mouvement, en isolant les éboueurs notamment ; on émiette les négociations en de multiples réunions de discussions.

Le 1er décembre devait avoir lieu un débrayage de deux heures des 3 000 employés de la mairie pour soutenir les éboueurs, s'opposer au projet de réforme des collectivités locales et appuyer diverses revendications catégorielles.

Les télégraphistes toulousains sont en grève à 100%

LES télégraphistes de Toulouse (recette principale) sont en grève renouvelable par 24 heures depuis jeudi dernier à l'appel de la CGT et de la CFDT. Le nombre des grévistes est passé de 95 à 100 % du personnel. Ce service postal comprend soixante-cinq personnes dont une cinquantaine de distributeurs. Chaque jour, des piquets de grève se tiennent devant le service et une assemblée générale quotidienne prend des décisions et organise la popularisation. Lundi matin, elle décidera à nouveau de l'avenir du mouvement.

Les revendications portent sur le nombre du personnel, sur les effectifs, sur l'aménagement du temps de travail (35 heures dont un samedi de repos), pour l'amélioration des conditions de travail (locaux et entretien des motocyclettes). Cette grève totale bloque des milliers de télégrammes et de lettres express. L'administration a voulu en faire distribuer sous enveloppes de service par des facteurs. A Rangueil, à la recette principale, les facteurs ont refusé. L'administration a voulu prendre des sanctions. Jusqu'à présent, le rapport de force en faveur des postiers a donc empêché cette manœuvre. Les télégraphistes ont à cœur de développer la solidarité parmi les autres services des PTT et un soutien se développe. Ils veulent aussi étendre ce soutien aux usagers et, dimanche matin, ils sont venus expliquer leur grève sur le marché très populaire de Saint-Sernin.

A ce jour, la direction a proposé des délais d'étude pour examiner les possibilités d'accorder un samedi sur quatre. Est-ce un début de satisfaction ou une manœuvre ? Les télégraphistes vont en discuter. Ils se battent pour leurs revendications mais aussi pour les usagers car il n'est pas exclu que l'administration veuille supprimer à terme le service des télégraphistes et faire distribuer les télégrammes par les facteurs.

Correspondant Toulouse

Chaffoteaux-St Brieuc

55e jour de grève avec occupation

CETTE grève, très combative, est exemplaire à plus d'un titre. Elle sert aussi de test et cela tout le monde le perçoit dans la région, d'autant plus que c'est la plus grosse boite du département.

D'abord, pour les OS de Chaffoteaux et tous les travailleurs du département face aux patrons. « *Nous avons notre fierté et il n'est pas question de faiblir désormais* » disent les grévistes. Une victoire est plus que jamais nécessaire face au mépris des patrons. Une défaite laisserait sans doute beaucoup d'amertume et de découragement dans les mois à venir. Un succès montrerait la force des ouvriers et de l'unité exemplaire au cours de la lutte. Ce serait aussi un atout important pour les luttes à venir dans l'usine car les capitalistes essaient toujours de récupérer les acquis des luttes. De plus, de nouveaux problèmes apparaîtraient inévitablement.

« *Nous ne pouvons pas nous résigner. Si nous le faisons ce serait pour nous et tous les travailleurs du département une défaite sans précédent. Nous devons donc gagner pour nous et pour les autres* » devait dire Gaston Herbant, délégué CGT, lors du meeting départemental du 28 novembre. Cela résume assez bien la situation. De plus, les syndicats et le patronat du département négocient la « *rémunération annuelle garantie* » dans la métallurgie et une victoire ou une défaite influenceront certainement le SMIC de la métallurgie. Enfin, d'énormes menaces de licenciements existent en électronique à Lannion et à Guingamp. Une défaite à Chaffoteaux aurait des conséquences négatives pour les travailleurs menacés de licenciements.

Les travailleurs de l'électronique l'ont bien compris et ils étaient nombreux de LTT et de l'AOIP à la manifestation du 28 novembre pour soutenir ceux de Chaffoteaux.

Toutes ces raisons montrent l'importance du soutien à la lutte. Après 55 jours de grève, malgré la détermination exemplaire, cela commence à tirer dur matériellement, notamment pour certaines familles, mais aussi moralement (pression des patrons, de la maîtrise, sentiment que le patron ne veut pas céder, etc...)

Le soutien se développe même si c'est tardif : 2 500 ouvriers à la manifestation du 15 novembre, 3 000 personnes au gala de soutien du 24, plus de deux millions de francs de soutien récoltés, 2 500 personnes à la manifestation du 28, vente au prix de revient de leurs produits par les Paysan-travailleurs venus apporter leur soutien et expliquer leurs difficultés qui ont une même cause : le capitalisme, multiples soutiens et collectes de sections syndicales et partis politiques (dont comité de Saint-Brieuc du PCML). Soutien de huit municipalités avec cantine gratuite pour les enfants de grévistes et aide s'élevant à presque sept millions au total pour cinq d'entre elles.

La solidarité populaire doit encore se renforcer, prenons exemple sur 1972 avec le Joint-Français !

Correspondant Saint-Brieuc.

l'humanité rouge

205 51 10

BLOC-NOTES

JACQUES JURQUET

Secrétaire général du PCML participera à la rencontre de la FNAC, 136, rue de Rennes, Paris 6e, le mardi 5 décembre 1978 à 18 heures sur le sujet :

Où en est le Kampuchea (Cambodge) aujourd'hui

Autres participants : Jean Lacouture, François Debré, Jean-Claude Fontan, François Ponchaud ; présentation de Luc Bernard.

Amis et camarades, venez nombreux à ce forum organisé au deuxième étage de la FNAC-Montparnasse.

MONTPELLIER
Chine, force de paix dans le monde

Meeting AAFC le 8 décembre à 20 h 30 au centre la Corderie à Montpellier.

Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive *l'Humanité rouge*. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

L'armée russe à l'entrainement.

L'Europe, les Etats-Unis et les autres (3)

La défense : véritable talon d'Achille

L'EUROPE capitaliste s'est affirmée dans l'ensemble comme un concurrent des États-Unis et non comme un de leurs appendices mais, vis-à-vis d'eux, son principal point faible, c'est celui de la défense.

Le 1er janvier 1973, la Communauté européenne passa de six à neuf membres avec l'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark. La question de l'entrée de la Grande-Bretagne qui fit tant de controverses à l'intérieur comme à l'extérieur du pays fut finalement réglée. Parmi les motifs, le bilan de la politique de *« relations spéciales »* avec les États-Unis comme moyen de préserver la *« grandeur »* britannique, ne s'est pas révélé bien positif. A cette époque, les neuf pays de la CEE disposent d'un produit national brut (PNB) cumulé de 624 milliards de dollars, soit les deux tiers de celui des États-Unis (en 1970). L'expansion des monopoles européens n'a cessé de se développer en rognant les marchés des concurrents d'outre-atlantique. C'est ainsi que, de 1950 à 1970, la part des États-Unis dans les exportations mondiales est tombée de 16,7 % à 13,7 %, tandis que celle de l'Europe (des Six) est passée de 15,4 % à 28,8 % (la moitié des exportations européennes se faisant, toutefois, à l'intérieur de la CEE).

La responsabilité de la CEE est évidente dans cette limitation des exportations américaines, que ce soit par les restrictions qui frappent les exportations US en Europe ou encore par les accords commerciaux préférentiels qui existent entre la CEE et d'autres pays européens ou africains. Les pertes cumulées du commerce américain, du fait de l'existence de la CEE et de sa zone de libre échange, sont estimées, pour la période 1958-1970, à plus de deux milliards de dollars.

MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

Un des aspects de la Communauté économique européenne, qui sera le plus vivement critiqué aux États-Unis, c'est sa politique agricole commune. Le Marché commun agricole, à cause du système de protection qu'il dresse face aux exportations américaines, mais aussi à cause de ses propres exportations subventionnées qui viennent concurrencer, sur les marchés extérieurs, les produits américains, constitue un obstacle de taille au commerce agricole américain. Or, celui-ci se révèle très important pour que les États-Unis puissent maintenir l'équilibre entre leurs exportations et leurs importations. Il est d'ailleurs significatif que les conflits commerciaux majeurs entre l'Europe et les USA portent sur l'agriculture.

LE SYSTEME MONÉTAIRE : UNE DES CIBLES DES PAYS EUROPÉENS

Parler du commerce, c'est aussi nécessairement parler du système monétaire qui le conditionne. Or, ce système monétaire qui fait la part si belle au dollar, tout en réservant le bénéfice de ses désordres aux autres pays, est une des cibles permanentes des pays européens. Depuis le réquisitoire lancé par De Gaulle, qui voulait rétablir l'or comme seul étalon monétaire, jusqu'aux efforts actuels visant à la création d'une monnaie européenne en passant par la mise en place (éphémère) du serpent monétaire, les tentatives pour se soustraire aux inconvénients d'un système monétaire, fondé sur la valeur du dollar, sera une préoccupation permanente des capitalistes européens. Préoccupation d'autant plus vive aujourd'hui que la baisse constante du dollar et ses soubresauts rendent le système encore plus préjudiciable aux intérêts de tous à l'exclusion des États-Unis.

Pour autant la supériorité américaine à l'égard de l'Europe ne se réduit pas à la manipulation du dollar (d'un dollar dont il faut bien reconnaitre d'ailleurs qu'il est de plus en plus malade).

Cette supériorité se manifeste encore dans deux domaines clés : celui de la technologie (qui concerne les industries de pointe) et celui de l'énergie.

ENERGIE ET TECHNOLOGIE

La question de l'énergie est venue sur le devant de la scène au cours de l'année 1973 lorsque les pays producteurs de pétrole procédèrent justement au quadruplement des prix du pétrole. L'événement témoignait alors du poids acquis par les pays du tiers monde luttant contre l'ordre économique impérialiste spoliateur.

Ce renchérissement du coût de l'énergie devait mettre en lumière la situation particulière de l'Europe qui, à la différence des États-Unis et de l'URSS, se trouve dans une dépendance énergétique presque totale. Qu'on en juge : les pays de la CEE importent 63 % de leurs ressources énergétiques.

Cette question de l'énergie débouche directement sur celle de l'indépendance technologique de l'Europe vis-à-vis des USA puisque l'un des principaux enjeux en est l'industrie nucléaire. Force est de constater que les politiques dispersées mises en œuvre par les différents pays européens pour relever le fameux « défi américain » n'ont pas donné de résultats très probants. Certes, des accords ont été passés en juin 1977 pour la production de surrégénérateurs au niveau européen. Mais la génération de réacteurs opérationnels, dans les années à venir, sont et seront sous licence américaine.

Quant à l'industrie aéronautique, les progrès réalisés grâce à la coopération européenne restent limités. Nous ne parlerons pas des avatars du « Concorde », mais seulement de ce qui est la réussite (commerciale) la plus manifeste de cette opération, à savoir l'avion Airbus. Celui-ci, quoique de conception et de fabrication franco-allemandes, reste largement dépendant des équipements américains. De sorte que sa commercialisation fournit plus de recettes aux monopoles US qu'à aucun autre participant au projet. Il faut dire qu'en ce domaine, le déséquilibre est énorme : sur cent avions commerciaux en service dans le monde, plus de 80 % sont construits aux États-Unis et seulement 17,6 % en Europe.

Cependant, on n'a pas tout expliqué du poids malgré tout maintenu des États-Unis en Europe en évoquant le rôle du dollar ou l'avance technologique. En effet, il reste une donnée décisive qui est la place de la puissance militaire américaine dans la défense de l'Europe. Ce rôle de l'armée américaine est d'ailleurs un instrument de chantage non négligeable dans les négociations commerciales avec l'Europe.

LA DÉFENSE

Aujourd'hui, dans la confrontation Est-Ouest, le problème n'est plus pour les bourgeoisies européennes d'endiguer les progrès du socialisme comme elles le disaient au lendemain de la guerre. Le problème c'est de faire face à une menace militaire, bien réelle cette fois, émanant de l'URSS devenue depuis lors une superpuissance impérialiste disputant aux Américains l'hégémonie mondiale. Hégémonie qui suppose pour sa réalisation, la possession du potentiel humain et économique de l'Europe. D'ailleurs, à défaut d'analyse, la seule observation de la course aux armements pratiquée à un rythme accéléré par l'URSS devrait suffire à mettre en alerte les esprits les plus enclins à gober le mensonge de la détente. L'URSS ne consacre pas moins de 20 % de sa production industrielle à l'équipement de ses forces armées.

Or, quelle est la situation de l'Europe face à cette menace ? Nous avons vu plus haut l'état de dépendance énergétique dans lequel se trouvent les pays européens (dépendance qui vaut aussi pour les matièrs premières), cependant, aucune de leurs flottes ni même l'ensemble n'est en mesure d'assurer la sécurité de ces approvisionnements face à la flotte soviétique. Seule aujourd'hui, l'US navy est en mesure de le faire. Situation analogue sinon pire sur le continent puisqu'en cas de conflit, les troupes du Pacte de Varsovie n'ont besoin d'avancer que de 100 à 200 kilomètres quand les Américains devraient transporter des renforts sur 5 000 km au-dessus de l'Atlantique. Bref, l'Europe se trouve dans une situation largement vulnérable. Face au danger soviétique, les gouvernements européens n'ont eu jusqu'ici comme seul recours que de s'en remettre une fois de plus à la puissance américaine avec toutefois des nuances. En effet, l'Europe de 1978 n'étant plus celle de l'après-guerre, une tendance s'en dégage favorable à un rééquilibrage des pouvoirs au sein de l'Alliance atlantique. Tendance qui se trouve confortée par les craintes grandissantes concernant la réalité d'une couverture américaine en cas de conflit. Les stratégies américaines conçoivent en effet facilement que l'Europe ne puisse être qu'un simple champ de bataille dans le cadre d'une guerre avec l'URSS.

LA QUESTION DE L'ALLEMAGNE

Pour finir, reprenons maintenant les questions posées au début de cette série sur la validité de la thèse de « l'Europe allemande sous tutelle américaine » formulée par les dirigeants du PCF. On a pu voir que la communauté européenne était bien autre chose qu'un instrument de la domination américaine. Reste l'Allemagne. Certes, les oppositions politiques les plus vives à la domination américaine ont été exprimées par la France. Cela veut-il dire que la RFA serait le relais de la puissance américaine qu'on nous décrit ? Non. Outre que l'Allemagne participe comme pays européen à tout le processus d'opposition que nous avons essayé de décrire, il faut prendre en compte sa situation particulière pour comprendre sa timidité à l'égard des États-Unis. Cette particularité tient à deux faits. Premièrement la RFA a été durablement amoindri au plan politique du fait de la division de l'Allemagne et de son passé nazi. Deuxièmement, elle est placée en contact immédiat avec les troupes du Pacte de Varsovie et privée d'une véritable défense, elle est plus que tout autre dépendante de l'OTAN. Pour le reste, sa puissance économique la met précisément en position de concurrence aiguë avec les États-Unis. Quant à savoir si elle veut dominer l'Europe, sans doute que oui. Les monopoles français ne le souhaitent-ils pas également, eux dont le gouvernement est régulièrement accusé par ses partenaires de la CEE de n'être européen que lorsque ça va dans le sens des intérêts français ? Il est facile de présenter l'Allemagne comme l'ennemi quand on a gommé la menace soviétique. Ce faisant, les dirigeants du PCF évitent de répondre à la question : qui menace l'indépendance des pays européens, la RFA avec son deutschmark ou l'URSS avec ses tanks, ses fusées et ses sous-marins ?

Pierre MARCEAU